

COMMUNE DE SAINTE NEOMAYE
CONSEIL MUNICIPAL du 19 décembre 2022

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-deux, le 19 du mois de décembre à 19h00, s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de SAINTE-NEOMAYE.

Présents : Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, BURGAUD Henry, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Aurélie GAUTIER, Patrick LAMORT, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULLET.

Absents excusés et représentés : Jean-Luc EPRINCHARD qui donne pouvoir à Roger LARGEAUD, Florence MENARD qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN, Francis TESSERAU qui donne pouvoir à Daniel THIOT.

Le Conseil Municipal dûment convoqué le 15 décembre 2022, s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Roger LARGEAUD, Maire, pour une séance ordinaire.

Vérification du quorum :

12 élus présents : Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, BURGAUD Henry, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Aurélie GAUTIER, Patrick LAMORT, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULLET.

3 élus absents excusés et représentés : Jean-Luc EPRINCHARD qui donne pouvoir à Roger LARGEAUD, Florence MENARD qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN, Francis TESSERAU qui donne pouvoir à Daniel THIOT

Désignation de la secrétaire de séance : RIVOLET Céline

Après lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 21 novembre 2022, celui-ci est approuvé à l'unanimité.

Ordre du jour de la séance :

- ❖ Création des indemnités horaires pour travaux supplémentaires–IHTS et majoration des heures supplémentaires
- ❖ Signature convention CTG
- ❖ Approbation du rapport du CLECT
- ❖ Virements de crédits sur les budgets des lotissements
- ❖ Dépenses Investissement avant vote du budget
- ❖ Travaux bloc sanitaires école : résultats appels d'offres
- ❖ Travaux extension micro-crèche : résultats appels d'offres
- ❖ Provisions pour créances douteuses
- ❖ Questions diverses

FONCTION PUBLIQUE

I - Création des indemnités horaires pour travaux supplémentaires – IHTS et majoration des heures supplémentaires **2022-065**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 2 ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n°2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (FPH)

Vu le décret n° 2019-133 du 25 février 2019 portant application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires ou du temps de travail additionnel effectif ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du ... octobre 2022

Considérant ce qui suit :

Seuls peuvent prétendre aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires les agents appartenant aux grades de catégorie C ainsi que ceux appartenant aux grades de catégorie B.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

La compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés (sauf le 1^{er} mai où la rémunération est doublée).

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies par les agents de la fonction publique territoriale sont en principe indemnisées dans les conditions suivantes prévues pour les agents de la fonction publique d'Etat :

- La rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les 14 premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

- L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (entre 22h et 7h), et des 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié (sauf le 1^{er} mai où la rémunération est doublée).

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation

Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires. Un décompte déclaratif contrôlable est néanmoins suffisant pour les agents exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, ainsi que pour les sites sur lesquels l'effectif des agents susceptibles de bénéficier d'IHTS est inférieur à 10.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures). Elles sont rémunérées au taux normal, sauf si l'organe délibérant décide de majorer leur indemnisation dans les conditions définies à l'article 5 du décret n° 2020-592 du 15 mai 2020. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, dans les conditions définies par la présente délibération.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois et par agent, sauf pour les agents relevant des dispositions de la FPH, pour lesquels le plafond mensuel est de 20h. Ce maximum est proratisé, en fonction de la quotité de temps de travail, pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel. En cas de nécessité de dépassement de ce contingent à titre exceptionnel, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, la décision sera prise par le chef de service qui en informera immédiatement les représentants du personnel au Comité Social Territorial compétent.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

L'assemblée délibérante, décide d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S) pour les fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les agents contractuels de droit public et ce, à compter du 01/01/2023

Cadres(s) d'emplois	Emploi(s)
Adjoints administratifs territoriaux	Assistante de direction Agent d'accueil polyvalent
Adjoints techniques territoriaux	Agent polyvalent technique en milieu rural Agent d'entretien des locaux
Agent de maîtrise territoriaux	Chef d'équipe

- De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires. L'agent pourra choisir entre le repos compensateur, dont les modalités seront définies selon les nécessités de service, et l'indemnisation.

- De majorer le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

-De mettre en œuvre un contrôle automatisé des heures supplémentaires grâce aux moyens suivants : (*tenue d'un carnet d'heures*). Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif pour les agents.

- D'autoriser Mr le Maire à mandater des heures « complémentaires » aux fonctionnaires et agents contractuels à temps non complet à un taux majoré de 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet et de 25 % pour les heures suivantes.

- De charger l'autorité territoriale de procéder au mandatement des heures réellement effectuées.

Madame Rivolet informe au conseil municipal que la Convention Territoriale Globale signée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales), la MSA (Mutualité Sociale Agricole), la Communauté de Communes Haut Val de Sèvre, St Maixent, La Crèche, Pamproux, Cherveux, Sainte-Néomaye a pour objectifs :

- D'identifier les besoins prioritaires sur le territoire
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble.

La Communauté de communes Haut Val de Sèvre possède la compétence enfance jeunesse et les communes la compétence petite enfance. Celles proposant un service petite enfance (RPE, multi-accueil, micro-crèche, périscolaire) sont à ce titre signataires de la présente convention.

Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2027 au maximum. C'est par cette convention que la Communauté de Communes et les communes signataires perçoivent une aide financière précédemment nommée Contrat Enfance Jeunesse, maintenant baptisée Bonus Territoire CTG. Le montant de cette aide est calculé annuellement en fonction des coûts de fonctionnement du service.

FINANCES LOCALES 7.1

III- Approbation du rapport de la CLECT du 02/11/2022**2022-067**

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport de la CLECT, de la Communauté de communes "Haut Val de Sèvre", dans sa séance du 2 novembre dernier. Ce rapport porte sur la « reprise » des piscines de Saint-Maixent L'Ecole et de La Crèche respectivement par chacune des deux communes, suite à la livraison du nouveau Centre Aquatique intercommunal Aqua Severa.

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur le rapport de CLECT joint à la présente.

Après avoir pris connaissance du rapport tel qu'établi par la CLECT lors de sa séance du 2 novembre 2022 et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Estime que la reprise des piscines de Saint-Maixent L'Ecole et de La Crèche ne correspond pas à un transfert de compétence mais à une simple fin de mise à disposition de ce des deux équipements auxquels le nouveau Centre Aquatique intercommunal Aqua Severa se substitue.
- Estime que, par voie de conséquence, aucun transfert de charge ne peut être constaté.
- Autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

IV- Virements de crédits sur les budgets des lotissements

Le Maire informe l'assemblée que, dans le cadre des écritures de fin d'année, il est nécessaire de basculer les dépenses de fonctionnement réalisées au compte 622, (frais de notaires), au compte 608 chapitre 043 transfert de charges.

En section de fonctionnement, le chapitres 043 dépenses et recettes n'ayant pas crédit, il est nécessaire de procéder à un virement.

Sur les deux budgets annexes des lotissements, les mouvements suivants, ont été réalisés :

Décision Modificative n° 1 budget le Clos des Terriers

ORIGINE		DESTINATAIRE		
CHAPITRE / OPERATION	ARTICLE Dépense	CHAPITRE / OPERATION	ARTICLE Recette	MONTANT
011 Charges à caractère général	6045	043 Transfert à l'intérieur de la section	608	190 €
70 Produit des service	7015	043 Transfert à l'intérieur de la section	796	190 €

Décision Modificative n° 1 budget le Jardin des Fontenelles

ORIGINE		DESTINATAIRE		
CHAPITRE / OPERATION	ARTICLE Dépense	CHAPITRE / OPERATION	ARTICLE Recette	MONTANT
011 Charges à caractère général	605	043 Transfert à l'intérieur de la section	608	200 €
70 Produit des services	7015	043 Transfert à l'intérieur de la section	796	200 €

Ces Décisions Modificatives, ont été transmises au service contrôle de légalité, respectivement les 8 et 13/12/2022

V - Dépenses Investissement avant vote du budget

2022-068

L'article L612-1 du CGCT prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de cet article s'apprécie au niveau des chapitres du budget 2022. Le quart des ressources susceptibles de pouvoir être engagées et mandatées avant le vote du budget sera réparti comme suit :

Chap 21Articles	Libellés	Crédits votés au BP 2022 a	Crédits ouverts DM 2022 b	Montant total à prendre en compte : a + b = d	Credits pouvant être ouverts au titre de l'article L1612-1 CGCT ¼ de d
212	Plantations	0 €	€	€	€
2151	Réseaux	0 €	€	€	€
2183	Materiel informatique	20 000 €	20 000 €	20 000 €	5 000 €
2188	Autre immobilisation	77 823 €	77 823 €	77 823 €	19 455 €
2131	Bâtiments publics	48 000 €	48 000€	48 000 €	12 000 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, autorise les dépenses d'investissements pouvant intervenir avant le vote du budget.

Monsieur le Maire, informe l'assemblée que, sur les conseils de la trésorière et en application de 29° de l'article L.2321-2 du CGCT, une provision doit être constituée de manière obligatoire par délibération de l'assemblée délibérante.

Dans le cas où le recouvrement des restes à recouvrer sur un compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'informations communiqués par le comptable public.

Le conseil municipal décide de provisionner 100% des créances dont il estime que le recouvrement paraît compromis, soit pour 2022, un montant de 507,60 €.

Et à hauteur de 15% minimum, des créances de deux ans et plus, soit, un montant de 250,80 €.

Ainsi au regard des éléments communiqués par la trésorière, il est souhaitable de provisionner un montant total de 758,40 €, arrondi à 759 €.

Aussi, pour reprendre les provisions de 2021, un titre de recette sera émis sur le compte d'ordre mixte 7817, d'un montant 835 €, ainsi qu'un mandat d'ordre mixte au compte 6817 d'un montant de 759 €, pour les provisions 2022, retenues par l'assemblée.

COMMANDE PUBLIQUE 1-1

VII – Travaux blocs sanitaires école : Résultat Appel d'Offres**2022-070**

Monsieur le Maire informe les élus que, suite à la réunion de la Commission Appel d'Offres du 19 décembre dernier, concernant les marchés de création d'un bloc sanitaires à l'école, les entreprises retenues sont les suivantes :

Lot 1 Gros œuvre : STPM - 79 Melle : 57 392,68 € HT

Lot 2 Charpente-Couverture-Zinguerie : POUGNAND – 79 Celles sur Belle : 22 183,42 €

Lot 3 Menuiseries Extérieures : MOYNET ALU – 79 Chauray : 19 882,00 € HT

Lot 4 Plâtrerie-Isolation-Menuiserie : BOURDEAU – 79 Verrines sous Celles : 16 165,75 €

Lot 5 Cloisons stratifiées : PILLET GINGREAU – 79 Allonne : 10 539,00 € HT

Lot 6 Chape-Revêtements durs : B2S – 79 Frontenay Rohan-Rohan : 12 765,34 € HT

Lot 7 Peinture : ARMONIE DECO – 79 Chauray : 1 703,64 € HT

Lot 8 Ventilation-Plomberie sanitaires : CB ELEC – 79 Saint Maixent l'Ecole : 19 365,40 HT

Lot 9 Electricité : CEME ATLANTIQUE – 79 Bessines : 14 590,27 € HT

VIII -Travaux extension micro-crèche : Résultat Appel d'Offres**2022-071**

Monsieur le Maire informe les élus que, suite à la réunion de la Commission Appel d'Offres du 19 décembre dernier, concernant le marché de l'extension de la micro-crèche les souris vertes, les entreprises retenues sont les suivantes :

Lot 1 Gros œuvre : STPM 79 – Melle : 57 233,79 € HT

Lot 2 Charpente-Couverture zinc -Zinguerie : POUGNAND - 79 Celles sur Belle : 28 500,00 € HT

Lot 3 Menuiseries Extérieures : PILLET GINGREAU – 79 Allonne : 7 655,60 € HT

Lot 4 Plâtrerie-Isolation : BOURDEAU – 79 Verrines sous Celles : 13 363,67 € HT

Lot 5 Menuiserie Intérieures : PILLET GINGREAU – 79 Allonne : 6 821,77 € HT

Lot 6 Chape-Revêtements de sol-Faïence : B2S - 79 Frontenay Rohan-Rohan : 4 862,92 €

Lot 7 Peinture-Revêtements muraux : PIERRE GIRARD – 86 Coulombiers : 5 184,20 € HT

Lot 8 Chauffage-Ventilation-Electricité : CEME ATLANTIQUE : Déclarée infructueuse : Nouvelle consultation

QUESTIONS DIVERSES

- Néant

QUART D'HEURE CITOYEN

-Néant

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 h 15
Prochaine réunion, lundi 23 janvier 2023 à 20H15.

Le Maire
Roger LARGEAUD

La secrétaire
Céline RIVOLET